

## Mai-Juin 2003 : une suite de Décembre 1995

Ce n'est pas la rue qui gouverne, a dit Raffarin. Mais la France d'en bas peut répondre : *« C'est la rue qui essuie la morve de tes gamins, qui s'efforce de leur apprendre à lire, à écrire et à compter. C'est la rue qui se déplace cinq fois par nuit pour amener le bassin à ta vieille maman... C'est la rue qui conduit le train qui t'emmène..., le bus et le métro que tu ne dois pas prendre souvent. C'est la rue qui achemine ton courrier, qui répare ou installe tes câbles et tes tuyaux... »*

*La rue qui se lève tôt pour que tu aies du pain frais, un café et un journal. La rue qui ramasse tes poubelles,... fabrique ta prochaine voiture de fonction, installe ton matelas et ton parasol, répond au téléphone, approvisionne tes rayons, tape tes discours, taille la haie, photocopie, balaye, ausculte, assemble, épluche, emballe, graisse, passe, repasse, arrose. C'est la rue qui paye ton salaire de ministre, augmentation de 70% comprise. La rue qui cotisera pour ta retraite de ministre...».* (Là-bas si j'y suis, France Inter)

En décembre 1995, la France d'en haut de l'époque disait déjà qu'il était urgent de faire passer les retraites à 40 ans de cotisation partout. Mais au bout de trois semaines de grèves des transports, de la poste, des fonctionnaires, le grand patronat avait eu peur que la grève ne s'étende à ses entreprises, au privé. Et Juppé avait reculé.

Aujourd'hui, Raffarin a remplacé Juppé. Et le syndicat des grands patrons, le CNPF est devenu le MEDEF. Et c'est encore lui qui attaque. Il reprend les choses exactement là où les grévistes et les manifestants les avaient arrêtées en décembre 1995.

A l'époque, ceux qui avaient lutté avaient dû constituer une force par eux-mêmes. Il avait fallu que les premiers grévistes sortent de leur corporation, et aillent contacter par eux-mêmes des travailleurs d'autres secteurs. Ainsi, des cheminots avaient su entraîner des postiers des centres de tri.

Il avait fallu aussi tenir bon par-delà les hésitations, les calculs, les reculades ou les trahisons des directions syndicales. Il avait fallu garder suffisamment longtemps le contrôle du mouvement. En participant massivement chaque jour aux assemblées générales, en discutant ensemble pour apprécier collectivement les difficultés de la

situation, et y trouver des réponses.

En décembre 1995, l'ordre d'arrêter les frais était venu du patronat lui-même. Juppé s'était chargé des détails : il avait d'abord accepté de reculer pour les seuls conducteurs de train. Puis la grève et la rue continuant de manifester (2 millions le 12 décembre dans le pays, chiffre le plus haut alors) l'avaient obligé à reculer pour tous les cheminots, et deux jours après, pour 4 millions de travailleurs.

Les gouvernants connaissent les leçons des luttes précédentes. Raffarin avance, déguisé en soi-disant sauveur des retraites. Il se sent fort parce que personne n'ose dire haut et fort qu'il y a là une autre solution : qu'on peut, qu'on doit toucher aux profits de plus en plus énormes de la haute finance. Que c'est parce qu'on les laisse devenir énormes qu'il y a de plus en plus de problèmes sociaux.

Les directions syndicales ne croient pas aux luttes, à la force de la rue. Pire, elles rêvaient de participer à la gestion de caisses de retraite, ou de fonds de pension *« à la française »*. C'est la rue qui les a soudain réveillées. C'est la rue qui les oblige à accompagner le mouvement. Aucun syndicat, aucun parti politique ne le dit, mais c'est la bataille de 1995 qu'on nous impose de reprendre. Si elle est perdue, le privé verra aussi la durée de cotisation passer à 42 ans. Et d'autres attaques sont prêtes, à commencer par la sécurité sociale.

C'est la rue qui apporte quelques progrès sociaux ou les défend. Et quand la rue n'est pas là, eh bien, on a des PDG qui nagent dans le pognon à ne plus savoir où le placer, Louis Schweitzer de Renault avec un revenu de 142 000 euros par mois, Martin Bouygues (TF1) 166 000€, Thierry Desmarest (TotalFinaElf) 200 000€, Jean-Marie Messier (Vivendi Universal) 475 000€ (chiffres 2002). Pendant que 6 millions de personnes doivent chercher comment vivre avec moins de 450€ (3000 F) !